


# CHRONIQUE SCIENTIFIQUE



## **« Développement et croissance démographique rapide : regard sur l'avenir de l'Afrique », Paris, 1991**

Du 2 au 6 septembre, s'est tenue à Paris la conférence « Développement et croissance démographique rapide : regard sur l'avenir de l'Afrique », à l'initiative du gouvernement français, avec l'appui du Fonds des Nations unies pour la population, de la Banque mondiale et de la Coalition globale pour l'Afrique. Cette conférence a rassemblé plus de trois cent cinquante participants, responsables politiques, acteurs de terrain dans les domaines clés du développement (santé, affaires sociales, agriculture, éducation, gestion des villes...), responsables des organismes de coopération et chercheurs.

Il ne s'agit pas ici de rendre compte des débats très riches et souvent contrastés ; ce sera l'objet des actes publiés prochainement. L'objet de cette note est plutôt de formuler quelques réflexions et conclusions d'ordre à la fois politique et scientifique.

Il faut tout d'abord noter que les questions posées par cette conférence étaient complexes. La démographie, en effet, n'est pas mécanique, déterministe. La bonne compréhension des phénomènes nécessite de faire intervenir de multiples variables qui interagissent, qui rétroagissent. La relation entre population et développement doit prendre en compte l'environnement, la culture, la religion, le contexte politique, les structures sociales...

On peut certes essayer d'élaborer des schémas théoriques, des modèles, mais ceux-ci s'avèrent trop lourds, demandent trop d'informations quantitatives, souvent non disponibles, et l'on en connaît les limites. En particulier, on sait bien que corrélation ne signifie pas lien de cause à effet.

Dès lors, le chercheur hésite à s'engager dans ces voies difficiles : l'étude des relations entre le développement et la croissance démographique rapide requiert de faire appel à l'interdisciplinarité. En particulier, les phénomènes démographiques doivent être replacés dans une perspective historique. Certes, le démographe a l'habitude de parcourir les siè-

cles, mais pour lui, trop souvent, le temps est neutre, indifférencié. Il serait pourtant indispensable qu'il intègre à son travail une vision historique : à la fois quand il reconstitue les évolutions passées et quand il projette les populations dans l'avenir. L'histoire démographique est liée à celle des villes, de l'éducation, de l'agriculture, des migrations...

Mais à questions complexes, il ne peut y avoir de réponses scientifiques simples. La porte est alors ouverte à tous les discours, s'appuyant plus sur la sensibilité personnelle de chacun que sur des analyses scientifiques. C'est ainsi que nier la question démographique n'est guère satisfaisant : rejeter les problèmes actuels de l'Afrique sur la domination économique des grandes puissances ou sur l'absence de démocratie reviendrait à considérer que l'évolution démographique est disjointe de l'évolution des sociétés. Inversement, le néo-malthusianisme primaire n'est pas sérieux : la croissance démographique n'est pas la seule responsable de tous les maux de l'Afrique ; et pourquoi, d'ailleurs, y a-t-il croissance démographique rapide ?

Il faut donc prendre en compte les progrès de la productivité, la créativité des hommes et des femmes, les espaces de liberté permettant des stratégies individuelles et collectives. On le voit bien dès que l'on aborde l'emploi informel, les conditions de formation des familles, les réseaux de solidarité. Il faut donc bien resituer la croissance démographique rapide dans l'évolution des sociétés, dont elle constitue l'une des multiples facettes. La question qui se pose toutefois est de savoir si le temps de réponse des sociétés, de réaction, d'adaptation n'est pas trop long par rapport à la rapidité de la croissance démographique.

Des changements, voire des bouleversements, les sociétés africaines en ont connu et en connaissent toujours. Il serait dès lors bien étonnant que parmi tous ces changements, aucun n'affecte les comportements démographiques, et mieux, qu'il n'y ait pas d'espace pour des transformations endogènes, notamment en matière de fécondité.

En ce domaine, au cœur de ces changements, les femmes constituent un acteur essentiel. Leur rôle et les transformations de ce rôle sont des éléments clefs trop souvent négligés dans les politiques de développement.

Finalement, que peut dire le chercheur au décideur ? Au-delà de la complexité des problèmes, de nombreux résultats peuvent être utiles à la décision. Citons-en trois, particulièrement importants :

— La baisse de la fécondité : elle nécessite, entre autres, une meilleure éducation des femmes et une baisse de la mortalité infantile. Que dire alors des politiques d'ajustement structurel qui diminuent les budgets d'éducation et de santé ? N'y a-t-il pas là une contradiction majeure ?

— Les inégalités sociales : elles sont fortes, souvent insupportables. Inégalité dans l'accès aux soins, à la contraception, au logement, à l'emploi. Elles apparaissent dans les enquêtes, dans les recherches : le décideur en tire-t-il des orientations pour son action ?

— Les migrations internationales : elles ne peuvent que se poursuivre, voire s'amplifier. Il faut, au Nord comme au Sud, s'y préparer pour les gérer sans attitudes de fermeture ni d'exclusion.

Tout ceci pose la question des relations du politique et du scientifique. Il est clair, dans le domaine des relations entre population et développement, que la démographie ne peut être qu'une démographie enga-

gée. En effet la chance, mais aussi la responsabilité du démographe, c'est qu'en matière de population, il y ait de nombreux programmes d'action. Des sommes considérables sont dépensées chaque année. Comment ces sommes sont-elles utilisées ? Avec quelle efficacité ? Les décideurs utilisent-ils les résultats de la recherche ? Il est urgent, pour répondre à ces questions, d'instaurer un dialogue entre le politique et le scientifique.

Le politique doit interroger le démographe. Il doit accepter des réponses partielles et surtout donner du temps à la recherche. Le démographe, lui, doit sortir de sa tour d'ivoire, du cocon rassurant de ses enquêtes, de ses modèles, de son micro-ordinateur, et accepter éventuellement d'être remis en cause.

La conférence de septembre a ainsi permis de prendre en compte les données de la démographie dans une réflexion pluridisciplinaire sur les stratégies (globales et sectorielles) de développement.

Elle a également souligné l'impossibilité d'isoler la question démographique dont la prise en compte doit conduire à concevoir autrement toutes les politiques de développement. On ne saurait se limiter à la mise en œuvre de politiques de population réduites à des politiques de planification familiale, juxtaposées à d'autres politiques sectorielles : il convient de parler de la dimension démographique du développement.

La conférence a par ailleurs mis en évidence les écarts entre les préoccupations actuelles des décideurs nationaux et internationaux et les attentes des acteurs réels du développement, et au premier chef, des femmes.

A tous les responsables africains et internationaux s'impose donc la recherche de réponses appropriées aux aspirations nouvelles.

Cette conférence aura représenté un moment original pour stimuler une réflexion sur le devenir de l'Afrique, avec ses dynamiques démographiques, dans les vingt années à venir.

**F. Gendreau**